OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

AU-DELA DES FRONTIERES PROFESSIONNELLES

René DUSSAULT
Président de l'Office
des professions du
Québec

RECEIVED

Allocution prononcée à Rivière-du-Loup
au Symposium provincial de l'Association
interprofessionnelle des spécialistes en
acquisition de droits immobiliers
le vendredi 10 octobre 1975

Je profite avec beaucoup de plaisir de l'occasion qui m'est offerte d'adresser la parole aux participants du Symposium provincial de l'Association interprofessionnelle des spécialistes en acquisition de droits immobiliers. En effet, votre association regroupe des personnes qui oeuvrent dans diverses professions et occupations et en raison de ce fait, vous constituez un auditoire particulièrement bien choisi pour traiter de la difficile question des relations interprofessionnelles.

Au moment même où la complexité croissante des problèmes conduit à une spécialisation de plus en plus poussée des activités et à un morcellement correspondant des services, les situations de la vie professionnelle qui réclament la collaboration de spécialistes de disciplines diverses deviennent la règle plutôt que l'exception. Dans ce contexte, les notions de travail d'équipe et de complémentarité entre les diverses professions ou occupations prennent une importance primordiale. Or, il est pénible de constater que des professions touchant un même type d'activité demeurent encore trop souvent isolées les unes des autres.

Que vous ayez senti la nécessité d'axer vos discussions sur le thème des relations interprofessionnelles révèle déjà l'existence de certaines difficultés et insatisfactions, ainsi que le désir d'une meilleure coordination de vos différentes

compétences dans la recherche de solutions aux problèmes que vous rencontrez dans votre vie professionnelle. Les tensions que vous vivez sont également visibles dans de nombreux autres secteurs d'activité: qu'il suffise de mentionner le fragile équilibre des relations entre les médecins et les autres professionnels de la santé, entre les dentistes et les denturologistes, entre les architectes et les ingénieurs, entre les optométristes et les opticiens d'ordonnances, entre les trois professions comptables, entre les comptables et les avocats, entre ceux-ci et les notaires, entre les évaluateurs agréés, les ingénieurs forestiers et les agronomes, etc. En fait, les tensions, les rivalités et les conflits sont omniprésents dans les relations interprofessionnelles et risquent d'être perçus par un observateur étranger comme un trait dominant du professionalisme actuel.

Vous me demandez donc d'aborder avec vous un problème qui intéresse l'Office des professions au plus haut point et pour lequel je ne détiens pas de solution miracle. Tout au plus suis-je bien situé pour en observer les manifestations diverses, tenter d'en repérer les principales causes et indiquer certains moyens d'action proposés par la réforme des professions.

UNE CONCEPTION INDIVIDUALISTE DE LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE

Il n'y a pas si longtemps encore, le jeune professionnel quittait le collège ou l'université et s'établissait seul,

avec son "bagage" de connaissances bonnes pour la vie. Si, aujourd'hui, les conditions d'exercice ont rapidement changé, les attitudes et les mentalités professionnelles n'ont pas toujours évolué au même rythme, et le professionnel a souvent conservé l'individualisme d'autrefois. En fait, dans bien des cas, le professionnel est insuffisamment préparé à assumer les difficultés de communication, de coordination et de leadership qu'entraîne l'exécution d'une tâche complexe, partagée entre plusieurs professions.

Les difficultés de passage d'une pratique professionnelle individuelle à une pratique de groupe sont amplifiées par la valeur traditionnellement accordée à la notion d'autonomie professionnelle. En effet, dans les milieux professionnels, l'autonomie du praticien a souvent été valorisée au point de devenir un dogme qui peut s'énoncer comme suit: devant le problème qu'on lui a confié, le professionnel ou le spécialiste est seul à savoir quoi faire, seul à savoir le faire et seul à pouvoir évaluer les résultats de son travail.

Lorsqu'on sait la répugnance qu'un professionnel, médecin, avocat ou autre, éprouve à porter un jugement sur le travail d'un confrère, on imagine les résistances qui doivent être vaincues avant qu'une hygiéniste dentaire puisse exprimer librement son opinion sur le travail d'un dentiste, que le technicien puisse

faire de même à propos du plan d'un ingénieur ou le pharmacien devant l'ordonnance d'un médecin. De la même façon, dans certains domaines, telle l'expropriation, par exemple, il n'est certes pas facile pour chaque professionnel concerné, qu'il soit agronome, avocat, évaluateur agréé, ingénieur forestier ou notaire, d'admettre qu'il n'est pas le seul ni même le principal spécialiste intéressé et de soumettre son avis à la critique des autres.

LE STATUT SOCIAL ET LE ROLE TECHNIQUE DU PROFESSIONNEL

Certains obstacles au développement de relations interprofessionnelles harmonieuses sont plus particulièrement reliés à notre structure sociale et à notre culture: ainsi en est-il, par exemple, de la définition des rôles masculin et féminin dans les professions. Le monde de la santé, en particulier, est influencé par ce facteur: l'émancipation de l'infirmière par rapport à son rôle de simple assistante du médecin n'a véritablement débuté qu'avec l'émancipation de la femme dans l'ensemble de la société. J'ai utilisé cet exemple particulièrement révélateur pour illustrer combien les conditions sociales peuvent influencer les rôles professionnels.

Par ailleurs, le client qui connaît mal les fonctions de chaque professionnel dans un secteur donné tend parfois à requérir les services de la profession qui bénéficie du plus grand prestige auprès du public. Dans ces conditions, les professions naissantes, moins connues et moins en demande, aspirent

à définir leur rôle avec précision et cherchent à projeter une image claire et valorisante de leur domaine de spécialisation tant vis-à-vis du public que de leurs membres actuels et futurs. Cette recherche d'identité ou de reconnaissance crée des affrontements avec les professions plus anciennes et mieux établies et entraîne parfois chez les membres des professions naissantes des réflexions amères sur les inégalités sociales et économiques entre personnes contribuant à une même tâche. En fait, la distance qui existe fréquemment entre la compétence technique à peu près semblable des membres de certaines professions et leurs situations économiques et sociales respectives, constitue un des facteurs principaux de conflits interprofessionnels.

L'EXERCICE EXCLUSIF: UN MECANISME EQUIVOQUE

L'attribution d'un champ de pratique exclusif aux membres d'une corporation professionnelle donnée vise à assurer le contrôle des actes professionnels en vue de la protection des clients. Pour nécessaire qu'il soit dans bien des cas, ce mécanisme qui garantit à un groupe professionnel le monopole d'un champ d'activité est par ailleurs à la source de bien des tensions interprofessionnelles: tensions dans la délimitation et le respect des champs de pratique exclusifs appartenant aux membres de corporations voisines; tensions dans la négociation serrée des règlements visant à déléguer des actes professionnels; menaces de poursuites judiciaires envers les membres d'une autre corporation

accusés d'envahir le champ d'exercice, etc. ...

Une partie non négligeable des énergies de plusieurs corporations est, depuis toujours, consacrée à ces querelles de juridiction. Encore aujourd'hui, dans certains secteurs professionnels, des corporations menacent de récupérer par voie judiciaire des champs d'exercice qui, techniquement, leur ont partiellement échappé au profit d'autres corporations. Ces affrontements entre corporations se reflètent naturellement sur les relations interprofessionnelles de leurs membres.

Si sur plusieurs aspects de la protection du public il faut reconnaître que le professionalisme présente des avantages indéniables, on doit admettre, par ailleurs, qu'il ne peut être considéré comme un mécanisme naturellement favorable à l'harmonie et au partage des tâches entre divers spécialistes. Au contraire, il tend à compartimenter les spécialités au moment où les problèmes à résoudre nécessitent des solutions complexes, tenant compte de tous les aspects à considérer. Sur ce point précis, le professionalisme risque donc d'agir à contre-courant de l'évolution actuelle des sociétés modernes.

L'APPROPRIATION DU SAVOIR

Un autre important obstacle à la collaboration interprofessionnelle, tient aux différences qui existent dans

les connaissances et le langage technique des divers types de profession. Il est déjà assez difficile pour les membres de professions différentes de travailler côte à côte, en raison du vocabulaire propre à chaque discipline; il faudrait au moins qu'ils évitent la surenchère linguistique et surtout qu'ils résistent à la tentation de l'hermétisme, qui peut apparaître à certains professionnels comme un moyen de préserver une autonomie factice et de mieux se soustraire au regard des autres. Le syndrome de l'expert — cette attitude qui consiste à faire état de sa compétence en s'exprimant dans un langage difficilement accessible au profane — gagne du terrain dans nos sociétés modernes même si par certains aspects, vous me permettrez une comparaison sans doute un peu forte, il n'est pas sans rappeler le comportement des sorciers dans les sociétés plus anciennes.

Sans vouloir par cette analogie minimiser l'importance du langage dans les relations interprofessionnelles, je crois, cependant, que les difficultés rencontrées sur ce plan pourraient être facilement surmontées si les groupes particuliers cessaient de considérer les connaissances comme leur propriété exclusive. Trop souvent, en effet, chaque profession tend à s'approprier un champ de connaissance et à s'y consacrer autorité unique.

Or la science ne tend pas naturellement à se développer dans les limites d'un encadrement de type professionnel. Elle y est plutôt indifférente. Chaque année voit apparaître

de nouvelles spécialités susceptibles de chevaucher ou de déborder les champs d'exercice actuels. Les changements technologiques sont si rapides que la législation professionnelle a peine à suivre leur rythme. Il en résulte que les frontières entre les professions peuvent parfois se maintenir longtemps après avoir cessé d'être fonctionnelles.

Le problème à la base des difficultés rencontrées dans l'établissement de relations interprofessionnelles de qualité n'est donc pas uniquement linguistique, scientifique ni même technique; il est également très souvent professionnel au sens ou chaque profession tend à s'assurer le monopole du savoir dans son secteur d'activité, ce qui comporte des bénéfices évidents sur les plans économique et social.

UN CHANGEMENT D'ATTITUDES ET DE MENTALITES

Il n'y a pas de solution technique ou juridique véritable assurant le développement de relations interprofessionnelles harmonieuses. La seule possibilité d'amélioration réside dans un changement des attitudes et des mentalités des professionnels. Ceux-ci demeurent, en effet, les principaux artisans d'une solution à ce difficile problème. Aucune exhortation, aucune réglementation ne saurait imposer la collaboration à des personnes qui n'y sont pas préparées ou qui ne la souhaitent pas.

Il importe donc que disparaissent la méfiance et les réactions de défense qui caractérisent les relations que plusieurs corporations professionnelles entretiennent entre elles. Il importe également que chaque professionnel accepte la présence des autres et troque la notion d'autonomie absolue pour celles d'interdépendance et de complémentarité. Les conflits de juridiction entre les corporations professionnelles ont rarement l'intérêt public pour motif véritable; le plus souvent, ils visent d'abord à protéger le marché d'un groupe professionnel donné. Pourtant l'intérêt public exige que les corporations professionnelles consacrent le meilleur de leurs énergies pour améliorer la qualité des services dispensés par leurs membres, notamment en contrôlant la compétence de ces derniers et en les incitant à mettre continuellement à jour leurs connaissances.

La réforme qui a lieu actuellement dans le domaine des professions au Québec constitue à notre point de vue une excellente occasion pour les professionnels d'opérer un changement dans leurs attitudes et dans leurs mentalités traditionnellement craintives et méfiantes à l'égard des relations interprofessionnelles. La délégation des actes professionnels, qui fait, dans la récente législation, l'objet d'un nouveau mécanisme, constitue, en particulier, un domaine privilégié où cette volonté de changement peut être mise en pratique.

Un autre domaine est celui des codes d'éthique de chaque profession qui doivent être renouvelés en fonction du Code des professions. Selon l'Office des professions, ceux-ci doivent comprendre une disposition prévoyant que le professionnel doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente; ils doivent également prévoir que le professionnel doit, si le bien du client l'exige, diriger ce dernier vers l'une ou l'autre des personnes mentionnées précédemment.

Dans la même veine, l'Office des professions du Québec n'oublie pas que le Code des professions lui demande de tenter d'amener les corporations à se concerter afin de trouver des solutions aux problèmes communs qu'elles rencontrent, en raison notamment de la connexité des activités exercées par leurs membres; la nouvelle législation prévoit même que l'Office peut, lorsqu'il le juge opportun, suggérer la fusion de corporations existantes ou la constitution de nouvelles corporations.

Dans ce contexte, l'Office se demande si, dans certains secteurs d'activité, le regroupement des corporations professionnelles existantes et aussi, dans certains cas, l'intégration à ces corporations d'autres groupes qui demandent la reconnaissance professionnelle, ne constitueraient pas la meil-

leure façon d'assurer la nécessaire collaboration entre les personnes oeuvrant dans ces secteurs. Bien sûr, parler sérieusement de regroupement conduit nécessairement à un examen des exigences de formation académique de chaque corporation concernée en vue d'établir un tronc commun qui pourrait permettre le développement de spécialités à l'intérieur d'une même corporation professionnelle. Parler de regroupement suppose donc qu'il existe chez les professionnels concernés une disponibilité au changement et exige de leur part une réflexion sur la meilleure façon d'assurer l'intérêt du public dans les secteurs d'activité où ils exercent.

Il existe certes plusieurs autres domaines où l'intérêt du public appelle une volonté de changement d'attitudes et de mentalités de la part des professionnels. En fait, l'objectif majeur de la réforme des professions qui est d'orienter les professions vers la recherche constante de cet intérêt, ne saurait se réaliser sans la présence d'une telle volonté.

OFFICE DES
PROFESSIONS
DU QUÉBEC

930, CHEMIN STE-FOY
QUÉBEC 6
G1S 2L4

BEYOND PROFESSIONAL BOUNDARIES

René DUSSAULT
President of the Office des
professions du Québec

Address delivered at the Provincial Symposium of the Association inter-professionnelle des spécialistes en acquisition de droits immobiliers, in Rivière-du-Loup on Friday, October 10, 1975

This is a translation from the original french text.

I take great pleasure in this opportunity to speak to the participants at the Provincial Symposium of the American Right-of-way Association. As a matter of fact, the members of your association work in various professions and occupations and you are therefore an ideal audience to consider the difficult question of interprofessional relations.

At the very moment when the growing complexity of problems is leading to an ever-increasing specialization of activities and a corresponding parcelling out of services, situations in professional life which require collaboration among specialists of various fields are becoming the rule rather than the exception. In this context, the concepts of team work and complementary relations among the various professions or occupations assume proportions of primary importance. However, it is distressing to note that professions concerned with the same type of activity still remain too often isolated from one another.

That you have felt the necessity to center your discussions on the theme of interprofessional relations is quite indicative of the existence of certain difficulties and dissatisfactions, as well as the desire to better coordinate your various abilities in seeking solutions to the problems you encounter in your professional life. The tensions you are experiencing are evident also in many other sectors of activity; for instance, let us simply mention the delicate balance in the relations between physicians and other professionals in the health sector, between dentists and denturologists, between architects and engineers, between optometrists and dispensing opticians, among the three types of accountants and lawyers, between lawyers and notaries, among chartered appraisers, forest engineers and agronomists, etc. In fact, tensions, rivalries and conflicts are present in all interprofessional relations and are likely to be perceived by an outside observer as a dominant characteristic of professionalism today.

Accordingly you have asked me to discuss with you a problem which is of the greatest interest to the Office des professions du Québec and for which I have no miraculous solution. At best, I am in a good position to observe its various aspects, attempt to discern its principal causes and indicate certain courses of action suggested by the reform of the professions.

AN INDIVIDUALISTIC CONCEPTION OF PROFESSIONAL PRACTICE

Not so very long ago, the young professional would leave college or university and set up his own practice, his acquired knowledge good for a lifetime. Today, although conditions for practice have changed rapidly, professional mentality and attitudes have not always evolved at the same pace and the professional has often maintained the same individualism as in the past. In many cases, in fact, the professional is ill-equipped to undertake the difficulties of communication, coordination and leadership entailed by the performance of a complex task shared with several other professions.

The difficulties of transition from individual professional practice to group practice are magnified by the traditional value placed on the concept of professional autonomy. In fact, in professional circles, the practitioner's autonomy has often been raised to the point of becoming a dogma which could be expressed thus: faced with the problem entrusted to him, the professional or specialist alone knows what to do, how to do it and how to assess the results of his work.

When we are aware of the aversion experienced by any physician, lawyer or other professional, in passing judgment on the work of a colleague, it is easy to imagine the

resistance which must be overcome before a dental hygienist can freely express his opinion of a dentist's work, a technician can do the same regarding an engineer's plan, or a pharmacist can comment on a doctor's prescription. In the same manner, in certain fields such as expropriation, it is certainly not easy for each professional concerned, agronomist, lawyer, chartered appraiser, forest engineer or notary, to admit that he is not the only, nor even the principal, professional concerned and to subject his opinion to the criticism of others.

THE SOCIAL STATUS AND TECHNICAL ROLE OF THE PROFESSIONAL

Certain obstacles to the development of harmonious interprofessional relations are more closely associated with our social structure and our culture; this is the case, for example, in the definition of masculine and feminine roles in the professions. The world of health specifically is influenced by this factor: the emancipation of nurses with respect to their role as mere assistants to the physician really only began with the emancipation of women in the whole of society. I have used this particularly revealing example to illustrate how much social conditions can influence professional roles.

Moreover, a client who is poorly informed of the functions of each professional in a specific sector sometimes tends to demand the services of the profession which enjoys the greatest prestige with the public. Under these circumstances, the new professions, less well-known and less in demand, aspire to define their role with precision and attempt to project a clear image and enhance the value of their field of specialization, both with the public and with their present and future members. This search for identity and recognition leads to confrontations with older, better-established professions and sometimes to bitter reflections among the members of newer professions with regard to the social and economic inequalities of persons contributing to the same task. In fact, the discrepancy which frequently exists between the fairly comparable technical competence of the members of certain professions and their respective economic and social positions constitutes one of the main factors of interprofessional conflict.

THE EXCLUSIVE RIGHT TO PRACTICE: A DUBIOUS MECHANISM

The allocation of a field in which the members of a given professional corporation have the exclusive right to practice is intended to ensure control of professional acts for

the purpose of protecting the public. Necessary though this may be in many cases, the mechanism which guarantees a monopoly over a field of activity for one professional group is nevertheless the source of interprofessional tension: tension over the definition and respect of the exclusive fields of practice belonging to the members of related professions, tension caused by the tight negotiation of regulations respecting the delegation of professional acts, threats of legal action against members of another corporation who are accused of invading the field of practice, and so forth...

A considerable portion of the energies of several corporations has always been spent on these quarrels over jurisdiction. Even today in certain professional circles corporations are threatening to take legal action to recover fields of practice which technically have partly escaped their control to the benefit of other corporations. Such confrontation between corporations is naturally reflected in the interprofessional relations of their members.

While it must be recognized that, with regard to several aspects of the protection of the public, professionalism presents undeniable advantages, it must be admitted on the other

hand that it cannot be considered a mechanism naturally conducive to the harmonious distribution of tasks among various specialists. On the contrary, it tends to compartmentalize specialists at a time when the problems to be solved require complex solutions which consider all possible aspects. On this specific point, therefore, professionalism is likely to act counter to the evolution of modern societies.

THE APPROPRIATION OF KNOWLEDGE

Another major obstacle to interprofessional cooperation resides in the differences which exist in the knowledge and technical language of the various types of professions. It is already sufficiently difficult for members of different professions to work side by side, because of the vocabulary proper to each discipline; they should at least avoid outdoing each other linguistically and resist the temptation of abstruseness, which may be viewed by certain professionals as a means of preserving an artificial autonomy and thus more easily evading the examination of others. The expert syndrome — which consists in declaring your competence by expressing yourself in a language which is difficult for the layman to comprehend — is gaining ground in our modern societies although in certain respects it is not far removed from the behavior of

sorcerers in older societies, if you will allow me this somewhat far-fetched comparison.

I do not wish this analogy to minimize the importance of language in interprofessional relations, but I do believe that the difficulties encountered in this regard could easily be surmounted if particular groups were to stop considering their knowledge their exclusive property. Too often, in fact, each profession tends to appropriate a field of knowledge and proclaim itself the sole authority.

However, knowledge does not naturally develop within the bounds of a professional type of framework. It is rather indifferent to it. Every year new specialties appear which are likely to overlap or extend beyond the present fields of practice. Technological changes take place so swiftly that professional legislation has trouble in keeping pace. The result is that the boundaries between professions may sometimes be maintained long after they have ceased to be functional.

The basic problem of the difficulties encountered in the establishment of high-quality interprofessional relations is thus not solely linguistic, scientific or even technical; it is frequently also professional in the sense that each profession

tends to ensure a monopoly of knowledge in its own sector of activity, which involves obvious benefits from the social and economic viewpoints.

A CHANGE OF ATTITUDES AND MENTALITY

There is no real technical or legal solution to ensure the development of harmonious interprofessional relations. The only possibility for improvement lies in a change of attitudes and mentality among professionals. They are in effect the principal architects of a solution for this difficult problem. Exhortation and regulation can not compel people to collaborate if they are unprepared or unwilling to do so.

Therefore the distrust and reactions of defence which characterize the relations prevailing among various professional corporations must disappear. It is also important that each professional accept the presence of others and adopt the concept of interdependent and complementary relations instead of that of absolute autonomy. The real motive for conflicts of jurisdiction among the professional corporations is rarely the public interest; most of the time they are intended primarily to protect the market of a given professional group. However, the public interest requires that the corporations devote the greater

part of their energies to improving the quality of services offered by their members, in particular by ensuring that they are competent and inducing them to strive continually to bring their knowledge up to date.

From our point of view, the reform which is now taking place among the professions in Québec offers an excellent opportunity for professionals to effect changes in their traditionally fearful, distrustful mentality and attitudes toward interprofessional relations. The delegation of professional acts, which under recent legislation involves a new mechanism, constitutes in particular a promising field in which this determination to change can be put into practice.

Another field is that of the codes of ethics of each profession, which must be renewed in accordance with the Professional Code. According to the Professions Board, these must include a provision which stipulates that the professional must at all times recognize the right of the client to consult a colleague, a member of another professional corporation or any other competent person; they must also provide that if the interest of the client so requires, the professional must direct him to one of the people previously mentioned.

In the same vein, the Québec Professions Board does not forget that the Professional Code requires it to attempt to induce the corporations to work together to find solutions to common problems encountered, particularly in view of the close relationship between the activities carried on by their members; the new legislation even provides that the Board may, if it deems this advisable, suggest the amalgamation of existing corporations or the incorporation of new ones.

In this context, the Board wonders whether, in certain types of activities, the merger of existing professional corporations, and also, in certain cases, the integration of other groups seeking professional recognition, would not constitute the best means of ensuring the necessary collaboration among the persons working in these sectors. Of course, if we are to speak seriously of amalgamation, we must also examine the academic requirements of each corporation concerned to find a common core which could make possible the development of specialties within the same professional corporation. If we speak of amalgamation then, we assume that the professionals concerned are open to change and willing to reflect on the best method to ensure the interest of the public in the sectors of activity in which they practice.

There are of course several other areas in which the public interest calls for a determination on the part of the professionals to change their attitudes and mentality. In actual fact, the major objective of the reform of the professions, which is to orient the professions toward a constant striving in the interest of the public, cannot be achieved without such determination.